



D'un Sarajevo à l'autre : les guerres de Yougoslavie (1991-2001), un échec de l'Union européenne ?

François Genton

► To cite this version:

François Genton. D'un Sarajevo à l'autre : les guerres de Yougoslavie (1991-2001), un échec de l'Union européenne ?. Etudes Germaniques, 2009, avril-juin 2009, pp.489-500. hal-00922552

HAL Id: hal-00922552

<https://hal.science/hal-00922552>

Submitted on 14 Sep 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

D'UN SARAJEVO À L'AUTRE. LES GUERRES DE YOUGOSLAVIE (1991-2001), UN ÉCHEC DE L'UNION EUROPÉENNE ?

François Genton

Klincksieck | « *Études Germaniques* »

2009/2 n° 254 | pages 489 à 500

ISSN 0014-2115

ISBN 9782252037027

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-etudes-germaniques-2009-2-page-489.htm>

!Pour citer cet article :

François Genton, « D'un Sarajevo à l'autre. Les guerres de Yougoslavie (1991-2001), un échec de l'Union européenne ? », *Études Germaniques* 2009/2 (n° 254), p. 489-500.

DOI 10.3917/eger.254.0489

Distribution électronique Cairn.info pour Klincksieck.

© Klincksieck. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

D'un Sarajevo à l'autre Les guerres de Yougoslavie (1991-2001), un échec de l'Union européenne ?

The wars that took place between 1991 and 2001, and led to the dismantling of the Federal Socialist Republic of Yugoslavia, put an end to decades of European peace, maintained by a balance of terror during the Cold War. The European Union, founded in Maastricht in March 1992, was not able to solve these conflicts on its own. That failure is to be seen as relative, as the European Union is about to show the world how an efficient and consensual peace and development policy can durably change a region known for its traditional instability.

Die Kriege, die bis 2001 zum Zerfall der Sozialistischen Föderativen Republik Jugoslawien führten, haben dem bis zum Ausgang des Kalten Krieges durch ein Gleichgewicht des Schreckens gesicherten Frieden in Europa ein Ende gesetzt. Die im März 1992 in Maastricht gegründete Europäische Union erwies sich als unfähig, diese Konflikte im Alleingang zu lösen. Ihr Versagen ist aber nur relativ : die Europäische Union ist dabei, der Welt zu zeigen, wie eine effiziente und konsensfähige Friedens- und Entwicklungspolitik eine traditionell besonders instabile Region nachhaltig verändern kann.

Les guerres de Yougoslavie furent autant de guerres de sécession entraînant de 1991 à 1999 la complète dislocation de la fédération fondée par Josip Broz Tito en 1945¹. La République fédérale socialiste de Yougoslavie, ainsi nommée depuis 1963, profitant d'un dosage original et efficace de pouvoir charismatique et de répression, mais aussi

1. Pour se faire une bonne idée de l'histoire yougoslave, nous renvoyons aux ouvrages de Paul Garde : *Vie et mort de la Yougoslavie*, nouvelle éd., Paris : Fayard, 2000, 1^{re} éd. 1992 ; *Fin de siècle dans les Balkans*, Paris : Odile Jacob, 2001 et à une synthèse plus récente du même auteur : « De la question d'Orient à l'intégration européenne », *Questions internationales* 23 (2007), *Les Balkans et l'Europe*, p. 6-19. Nous renvoyons aussi à la synthèse de Stefano Bianchini : *La Question yougoslave*, traduit de l'italien par Geneviève Cattani, Paris : Casterman-Giunti, 1996 ainsi qu'à *The Death of Yugoslavia*, l'excellent documentaire produit par Brian Lapping pour la BBC en 1995.

* François GENTON, ILCEA (Institut des langues et des cultures de l'Europe et de l'Amérique), Université Stendhal, F-38040 GRENOBLE Cedex ; courriel : Francois.genton@u-grenoble3.fr

de fédéralisme, de non alignement et d'ouverture au monde « libre », avait pu maintenir une stabilité que ses prédécesseurs n'avaient jamais connue, suscitant aujourd'hui encore une certaine nostalgie. Les déclarations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie le 25 juin 1991, de la Macédoine, le 17 septembre de la même année, furent suivies plus d'une décennie plus tard par celles du Monténégro, le 3 juin 2006, et du Kosovo, ancienne province autonome de Serbie, le 17 février 2008. Dans le cas de la Croatie, la déclaration d'indépendance intervint après le début des hostilités, dans ceux de la Slovénie et de la Bosnie-Herzégovine, cette déclaration déclencha une guerre, qui dura quelques jours en Slovénie et trouva un règlement rapide, mais qui fut longue de plus de trois ans en Bosnie-Herzégovine et en Croatie, et particulièrement meurtrière, puisqu'on estime que le nombre des victimes dépassa de beaucoup la centaine de milliers, dont au moins un tiers de victimes civiles². La guerre du Kosovo dura trois mois, de mars à juin 1999 : pour éviter un bain de sang d'ampleur comparable à celui de Bosnie-Herzégovine, l'OTAN mena une longue campagne de bombardements contre les infrastructures militaires et industrielles de la Serbie et du Monténégro. La Yougoslavie a désormais disparu et avec elle les différents projets d'union des « Slaves du Sud » conçus au long du XIX^e siècle et imparfaitement réalisés au XX^e siècle. C'est l'OTAN qui a mis fin par une intervention énergique aux guerres et conflits ici mentionnés, à l'exception de celui de Slovénie. Il est d'ailleurs vraisemblable que l'arrêt rapide des hostilités dans ce petit pays permit à la Serbie de mieux concentrer ses moyens militaires, l'armée fédérale et les milices, sur la Croatie et la Bosnie-Herzégovine où les Serbes étaient bien plus nombreux. De ce seul point de vue, diplomatique et militaire, l'échec européen est patent. Il faut bien parler d'échec, car au début de la crise, certains acteurs politiques ont pensé que « l'heure de l'Europe » était venue, comme l'affirma le 1^{er} juillet 1991 Jacques Poos, ministre des affaires étrangères du Luxembourg, qui occupait alors la présidence de la Communauté européenne.

On nous pardonnera de nous concentrer sur la guerre de Bosnie-Herzégovine et de résumer rapidement l'évolution des conflits jusqu'aux accords de Dayton. Lorsque Jacques Poos prononça cette phrase malheureuse, le conflit était en train de se dénouer en Slovénie, mais il avait déjà commencé depuis de longs mois en Croatie et se préparait en Bosnie-Herzégovine. La Communauté économique euro-

2. Le *Research and Documentation Center* estimait en juin 2007 le nombre total des victimes de la guerre de Bosnie-Herzégovine à un peu plus de 97 000, dont 40 % de civils. Sur le total, 65 % de Bosniaques, 25 % de Serbes et 10 % de Croates, l'écrasante majorité des victimes civiles étant bosniaques, suivies par les Serbes et les Croates (<http://srebrenica-genocide.blogspot.com/2007/06/bosnian-book-of-dead.html>, [08.05.2009]). Le bilan de la guerre du Kosovo tourne autour de 10 000 victimes kosovares et serbes, celui de la guerre de Croatie entre 10 000 et 25 000 morts croates et serbes.

péenne (CEE), lors de son sommet du Luxembourg, avait décidé le 28 juin 1991 d'envoyer à Zagreb les représentants de la troïka se composant du Luxembourg, de l'Italie qui venait d'exercer la présidence, et des Pays-Bas qui devaient s'en charger. Le 5 juillet la CEE décide l'embargo sur les livraisons d'armes en Yougoslavie. Le 7 septembre 1991 Lord Carrington dirige les travaux de la conférence de paix sur la Yougoslavie qui s'ouvre à La Haye tandis que parmi des milliers de manifestants on distingue des pancartes disant aux diplomates de la CEE : « Ne soyez pas naïfs ! » Le 18 octobre 1991 le plan de paix européen, présenté par Lord Carrington, fait de la Yougoslavie une communauté d'États indépendants coopérant étroitement dans plusieurs domaines et dont les frontières sont celles des membres de l'ex-fédération yougoslave. La Serbie et le Monténégro rejettent ce plan, tandis qu'en Croatie les combats, déclenchés par l'armée fédérale et les milices serbes, font rage, et que les Serbes de Croatie et de Bosnie s'apprêtent à faire sécession et à pratiquer le « nettoyage ethnique ». La conférence de La Haye, résignée, clôt ses travaux le 12 décembre 1991 après avoir pris connaissance des conclusions de la commission d'arbitrage présidée par Robert Badinter : la Yougoslavie vit un processus de dissolution. Les États de la CEE décident de prendre acte de ce fait et reconnaissent la Croatie et la Slovénie le 15 janvier 1992, précédés par l'Allemagne, qui a fait ce pas dès le 23 décembre 1991. Ils estiment que ces États remplissent les conditions posées par la commission Badinter en ce qui concerne le respect des droits de l'homme et des droits des minorités.

Pour le règlement des conflits, l'Europe s'en remet à d'autres organisations, l'ONU et l'Union de l'Europe Occidentale. Dès le 25 septembre 1991, près de trois mois après la CEE, le conseil de sécurité décrète lui aussi l'embargo sur les ventes d'armes aux États yougoslaves. Le 8 janvier 1992, il crée la « force de protection de l'ONU » (FORPRONU) pour faire appliquer le plan élaboré sous la responsabilité du diplomate nord-américain Cyrus Vance en vue de régler le conflit en Croatie. À noter cependant que la FORPRONU se compose pour une grande part de troupes européennes et que la moitié des pertes, soit un total de 167 tués, furent françaises. Son mandat resta limité et souvent la FORPRONU n'a pu empêcher les atrocités commises par les belligérants. L'UEO, quant à elle, est alors une sorte d'« interface » entre l'OTAN et la CEE en matière de coopération militaire : son secrétaire général, José Cutileiro, propose en mars 1992 un plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine, qui reprend les grandes lignes de la solution négociée par la CEE en février à Lisbonne et qui consiste à partager la Bosnie-Herzégovine en trois territoires « ethniques ». Ce plan n'est pas appliqué. Le mandat de la FORPRONU est étendu à la Bosnie-Herzégovine en juin 1992, alors que la guerre fait rage depuis le début de l'année et que le nouvel État a été reconnu en avril par l'Union européenne, car tel est le nom de la Communauté économi-

que européenne depuis le 7 février, date de la signature du Traité de Maastricht. Le 28 juin 1992, François Mitterrand force, par son voyage à Sarajevo, la réouverture de l'aéroport qui était bloqué par les milices serbes. En août 1992, Lord Owen remplace Lord Carrington en tant que négociateur de l'UE et préside avec Cyrus Vance la conférence permanente sur l'ex-Yougoslavie qui s'ouvre en septembre à Genève. Le plan de paix Vance-Owen, présenté le 2 janvier 1993, prévoit une Bosnie-Herzégovine composée de 10 provinces « ethniques », soit trois pour chaque ethnie et une province « neutre ». Le plan est d'abord rejeté en avril par les Serbes de Bosnie. À la même période, les Croates attaquent les Musulmans. Le 2 mai, à Athènes, Radovan Karadžić, le chef des Bosno-Serbes, est contraint de signer. Mais il revient sur sa parole et, suivant son avis, le parlement des Serbes de Bosnie rejette le plan deux jours après le sommet d'Athènes. Le diplomate norvégien Thorvald Stoltenberg remplace Cyrus Vance le 5 mai 1993 en tant que négociateur de l'ONU. Le plan qu'il présente, toujours avec Lord Owen, le 20 août 1993 avantage les Serbes et est refusé cette fois par les Musulmans. Le 28 août est proclamée la république croate de Bosnie (l'Herzeg-Bosna), plus d'un an et demi après la république serbe, proclamée le 9 janvier 1992.

À la fin de l'année 1993 s'annonce un certain tournant dans la politique de la communauté internationale qui prend de plus en plus ouvertement le parti des Musulmans bosniaques : le 25 mai 1993 est créé le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, inauguré le 17 novembre à La Haye. Le 9 février 1994, après l'explosion d'un obus sur le marché de Sarajevo, l'OTAN oblige les troupes serbes à retirer leurs armes lourdes à plus de 20 km de la capitale bosniaque. Le 11 mars, la Bosnie-Herzégovine et la Croatie, sous la pression des États-Unis et de la communauté internationale, forment un commandement militaire commun et le 18 la Fédération croato-bosniaque est fondée... à Washington ! Le 12 mai 1994, le Sénat américain lève l'embargo sur les armes destinées à la Bosnie-Herzégovine. Le 25 mai 1995, les avions de l'OTAN frappent les positions serbes au-dessus de Sarajevo. Les milices serbes prennent alors les soldats de la FORPRONU en otage. Au début du mois de juillet, les milices serbes se sont emparées de Srebrenica et y ont massacré toute la population mâle. Une force de réaction rapide, composée de troupes françaises, britanniques et néerlandaises, créée à l'initiative du nouveau président de la République française, Jacques Chirac, appuie alors au sol la FORPRONU, dont elle fait partie, mais avec un mandat plus étendu. L'armée croate reconquiert la Krajina du 4 au 7 août, la région est alors vidée de sa population serbe. Les milices serbes, privées d'appui aérien et affaiblies par les frappes de l'OTAN qui ont détruit leurs communications, reculent sur tous les terrains. Le 5 octobre un cessez-le-feu général est signé, la conférence de Dayton aboutit le 21 novembre à un accord de paix signé par les chefs d'État des trois républiques en guerre, le Bosniaque Alija

Izetbegović, le Croate Franjo Tuđman et le Serbe Slobodan Milošević. La Bosnie-Herzégovine est partagée en 2 entités : une république serbe non souveraine qui occupe 49 % du territoire et la Fédération croato-musulmane. C'était le plan du groupe de contact créé le 26 avril 1994 et qui rassemblait les États-Unis, le Royaume-Uni, la Russie, l'Allemagne et la France. Les Serbes de Bosnie, qui avaient rejeté cette solution le 27 août 1994, ne furent pas consultés : Slobodan Milošević décida pour eux. Leurs dirigeants, Ratko Mladić et Radovan Karadžić, purent cependant échapper aux recherches du TPI, entamées dès le 24 avril 1995, avant même le massacre de Srebrenica. L'Europe fut associée d'une certaine façon aux accords de Dayton : c'est en effet à Paris qu'ils furent formellement signés le 14 décembre 1995.

Ce résumé, forcément sommaire³, laisse l'impression d'un énorme échec : au cœur de l'Europe, durant trois ans et demi, à quelques heures de route de Vienne, de Munich, de Budapest, d'Athènes, une guerre a fait rage, des milices ont pu impunément chasser de chez eux des centaines de milliers de civils, les humilier, les violer, les torturer et les massacrer. Les voisins européens ont laissé faire et avec eux la communauté internationale. Les Balkans n'ont pas été mieux traités qu'au XIX^e siècle ou au début du XX^e siècle quand un Victor Hugo ou un Jean Jaurès faisaient entendre une indignation impuissante. L'Europe n'a pas eu le courage d'intervenir sur le plan militaire et d'obliger les belligérants à cesser le combat. Pire encore, les grandes nations européennes ont laissé entrevoir des divergences d'appréciation inquiétantes, puisqu'elles semblaient révéler un fond de vieux réflexes toujours vivants. Ainsi la France de François Mitterrand et, plus encore, le Royaume-Uni de John Major ont exprimé des tendances pro-serbes, comme si la Serbie de Slobodan Milošević était celle de 1914 ou la courageuse Yougoslavie de 1941, tandis que l'Allemagne manifestait sans nuances son vieux penchant pro-croate et certains pensaient qu'elle renouait ainsi avec le slogan « *Serbien muss sterbien* » affiché en août 1914 par l'*Illustrierte Kronen-Zeitung* de Vienne. Quand il a fallu agir militairement, c'est d'abord à l'UEO, puis à l'OTAN, c'est-à-dire au « grand frère » nord-américain, à l'« hyperpuissance » États-Unis, que l'Union européenne s'est adressée. À ces reproches de manque de coordination et d'effi-

3. Pour ce résumé et nos développements sur la « communauté internationale » face aux conflits yougoslaves, nous nous sommes en grande partie inspiré des ouvrages indiqués en note 1 ainsi que des sources suivantes : Ronald Hatto : *Les Relations franco-américaines à l'épreuve de la guerre en ex-Yougoslavie (1991-1995)*, préface de Hubert Védrine, Paris : Dalloz, 2006 et du même : « L'Union européenne, l'OTAN et la gestion des crises yougoslaves », *Questions internationales* (note 1), p. 44-50; Renéo Lukic, *L'Agonie yougoslave (1986-2003)*, *Les États-Unis et l'Europe face aux guerres balkaniques*, Laval : Les Presses de l'Université de Laval, 2003; Wilhelm Knelangen : « Die Außenpolitik der Europäischen Union », in : Schubert Klaus/Frantz Christiane (Hrsg.), *Einführung in die Politikwissenschaft*, Münster, New York : LIT 2005, p. 315-327. Une version est téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.wilhelm-knelangen.de/pdf/Aussenpolitik%20EU.pdf> [09.05.2009].

cacité, bref : d'impuissance sur tous les plans, s'ajoute celui de raidissement xénophobe. L'Europe des douze, devenue le 1^{er} janvier 1995 celle des quinze, aurait aussi brillé par son manque d'empressement à accueillir les réfugiés de l'ex-Yougoslavie et, plus généralement, les ressortissants des pays d'Europe centrale et orientale libérés du joug soviétique⁴.

L'affaire est donc entendue : les guerres de Yougoslavie furent un grand fiasco européen, révélant une fois de plus la dépendance du continent vis-à-vis des États-Unis et son manque d'unité, condamnant quotidiennement les spectateurs des informations télévisées à mesurer l'impuissance et la lâcheté de leurs gouvernants face aux atrocités montrées quasiment en direct. Cette interprétation se fonde non seulement sur le « ressenti » authentique de millions de témoins médiatiques, mais aussi sur celui de témoins directs, par exemple les soldats de la FORPRONU⁵. Avant de confronter cette interprétation aux faits, c'est-à-dire à l'histoire de l'Europe et des Balkans occidentaux dans les dernières décennies, et de s'arrêter sur les arguments avancés, on se contentera de noter d'entrée que cette interprétation est injuste, puisqu'elle concentre sur l'Europe des accusations qui ne la concernent pas au premier plan :

– Avant d'être un fiasco international, les guerres de Yougoslavie, avec leurs fronts mouvants, leurs changements d'alliance, leurs crimes à grande et petite échelle, furent d'abord un fiasco yougoslave.

– L'impuissance manifestée par les pays européens n'est qu'un aspect de l'impuissance manifestée par le monde entier face à une situation extrêmement compliquée. Si l'on peut comprendre l'empressement de l'Allemagne à reconnaître dès le 23 décembre 1991 les nouveaux États slovène et croate, étant donné la position menaçante, puis violente de la Serbie de Slobodan Milošević, on peut tout autant comprendre les réticences d'un grand nombre de chefs d'État européens et extra-européens, qui, tel François Mitterrand, mettaient en garde contre un « désastre annoncé », pour reprendre les termes d'Hubert Védrine⁶ : l'indépendance précipitée d'États qui n'avaient pas encore réglé la question de leurs « minorités » ne pouvait que favoriser des réactions violentes.

4. Dimitri Dinev : « Wie sicher ist der Friede in Europa ? », discours tenu le 12 mars 2008 à l'occasion du 50^e anniversaire de l'*Anschluss* du *Burgtheater* de Vienne. Ce texte est téléchargeable à l'adresse <http://diepresse.com/home/kultur/news/369665/print.do> [09.05.2009]. Nous ne discuterons pas cet argument et nous contenterons d'indiquer que certains pays européens ont accueilli des centaines de milliers de réfugiés des Balkans, à commencer par l'Allemagne, et que la question des frontières se pose tout de même de manière très différente depuis l'entrée d'un grand nombre de pays dans l'Union européenne.

5. Il n'est que de songer au film britannique *Warriors*, 1999, tourné pour la télévision par Peter Kosminsky.

6. Ronald Hatto 2006 (note 3), p. XII.

Pour comprendre l'attitude de la « communauté internationale » en Yougoslavie, il est nécessaire de placer les conflits dans la situation politique mondiale au début de la dernière décennie du XX^e siècle. Tandis que depuis la fin des années 1980 la fédération yougoslave se délite et que naissent des projets nationaux kosovar, serbe, croate, bosniaque, macédonien, le monde subit une phase de transition accélérée. Après la chute du Mur, l'Allemagne négocie en septembre 1990 avec les vainqueurs de 1945 une unité qui est proclamée le 3 octobre. Au moment des premiers affrontements armés en Croatie, en mars 1991, cette unité – qui bouleversait les rapports de force au sein de la communauté économique européenne – ne date que de six mois, et la guerre du Golfe menée par une coalition mondiale contre l'Irak vient de se terminer, le 3 mars. En août 1991, le coup d'État manqué à Moscou scelle la fin politique de Gorbatchev, en décembre 1991 l'URSS est remplacée par la communauté des États indépendants. L'unité allemande a incité la Communauté européenne, sous l'impulsion du président de la Commission Jacques Delors, à passer à un stade d'intégration supérieur : le traité de Maastricht, fruit de longues discussions, est signé le 7 février 1992. L'intervention des États-Unis en Somalie se termine sur un fiasco en octobre 1993 et en avril 1994 commencent au Ruanda les massacres commis contre les Tutsis et les « Hutus modérés ». Le 1^{er} janvier 1995, l'Autriche, la Suède et la Finlande entrent dans l'Union européenne, désormais « Europe des quinze ». Ces faits permettent de comprendre plusieurs aspects de la question yougoslave :

- Les réticences nord-américaines, durant l'administration Bush I qui se concentre sur sa politique dans le Golfe et sur ses relations avec l'URSS et la CEI ; ces réticences perdurent sous l'administration Clinton, que ses déboires médiatisés de Somalie n'encouragent pas à intervenir au sol dans des pays en proie à une guerre civile.

- L'agenda européen est des plus chargés : les pays d'Europe centrale et orientale viennent de se libérer de l'emprise soviétique et demandent à rejoindre une Europe que l'unité allemande a incitée à resserrer les rangs et à avancer sur la voie de l'intégration. Le traité de Maastricht lance la monnaie unique et fonde l'Union européenne. Le débat qu'il suscite en France lors du référendum du 20 septembre 1992 monopolise l'attention. Le Conseil européen des 21 et 22 juin 1993 ouvre aux pays de l'ex-bloc soviétique la perspective d'une entrée dans l'Union européenne en posant les fameux « critères de Copenhague »⁷. De juin

7. Conclusions de la présidence du Conseil européen de Copenhague, 21 et 22 juin 1993 : « Le Conseil européen est convenu aujourd'hui que les pays associés d'Europe centrale et orientale qui le désirent pourront devenir membres de l'Union européenne. L'adhésion aura lieu dès que le pays associé sera en mesure de remplir les obligations qui en découlent, en remplissant les conditions économiques et politiques requises. L'adhésion requiert de la part du pays candidat qu'il ait des institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'homme, le respect des minorités et leur

à août 1994, l'opération Turquoise conduite par la France met un terme, bien trop tardif, à la passivité mondiale face aux massacres commis au Rwanda : le bilan de ces massacres est de plusieurs fois supérieur à celui des guerres de Yougoslavie⁸.

À l'échelle mondiale et même européenne, les conflits yougoslaves ne sont qu'un élément d'instabilité, relativement localisé, alors que d'autres conflits appellent aussi à l'époque une réponse humanitaire et que les problèmes posés à l'Europe par l'unité allemande, la dislocation du bloc soviétique et la dissolution de l'URSS appellent une réponse politique rapide. On ne peut exclure l'hypothèse selon laquelle les leaders nationalistes de l'ex-Yougoslavie ont voulu profiter de cette situation pour imposer par la violence leurs projets, croyant que l'impunité relative dont ils ont joui dès 1991 serait définitive. Par ailleurs, faut-il le rappeler, comment faire entendre la voix de la raison dans des conflits qui résultaient de tensions allant s'amplifiant depuis plus d'une décennie⁹ et mobilisant des haines ancestrales ? Si le nationalisme serbe, incarné par Slobodan Milošević, avait fait le choix de la réaction violente, ses ennemis avaient tout aussi consciemment fait le choix de s'exposer à cette réaction.

Quand la violence s'est abattue sur la Croatie et la Bosnie-Herzégovine, les Européens ont été constamment présents et, comme nous le verrons plus tard, la solution à moyen, voire long terme de ces conflits devrait résulter de la politique menée par l'Union européenne depuis les accords de Dayton. En 1991, l'Europe n'avait pas les moyens d'une réponse appropriée à une logique d'affrontement qui est l'exact contraire de la logique européenne de négociation, de compromis et de légitimation démocratique. La FORPRONU, pour sa part, avait un mandat bien trop limité, l'UEO fut impuissante. L'entrée en lice des États-Unis fut tardive : l'administration Clinton, en place depuis le début de l'année 1993, ne décida d'intervenir activement qu'en 1994, et l'envoi de troupes au sol ne fut envisagé qu'en décembre 1994 : ce fut une force de réaction rapide européenne qui soutint l'OTAN au sol, de juillet à septembre 1995. Enfin, le fait mérite d'être noté, à un moment crucial de son histoire et malgré les divergences entre les États, à aucun moment la communauté économique européenne n'a été menacée par une extension des conflits : constatation peut-être candide, mais qui

protection, l'existence d'une économie de marché viable ainsi que la capacité de faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché à l'intérieur de l'Union. L'adhésion présuppose la capacité du pays candidat à en assumer les obligations, et notamment à souscrire aux objectifs de l'union politique, économique et monétaire. » Texte téléchargeable à l'adresse : http://www.europarl.europa.eu/enlargement/ec/cop_fr.htm [09.05.2009].

8. On estime généralement à 800 000 le nombre des victimes du génocide.

9. Le premier conflit « ouvert », celui du Kosovo, commença en mars 1981 quand les Albanais, qui bénéficiaient depuis 1974 d'une grande autonomie au sein de la République de Serbie, se mirent à réclamer leur propre république.

mérite d'être faite, car ce qui distingue l'Europe de 1914 et de 1939 de celle de 1991, c'est bien l'existence de la CEE qui a confirmé alors la réussite du projet européen en tant que facteur de paix.

Enfin, l'Europe a mis en place à partir de la dernière décennie du XX^e siècle toute une série de réponses appropriées aux facteurs d'instabilité qui se sont manifestés au moment du tournant de 1989-1991 :

– La « politique étrangère et de sécurité commune » (PESC) a été définie dans le traité de Maastricht comme l'un des trois « piliers » de l'Union européenne. Ce pilier a été renforcé par les traités négociés à Amsterdam en 1997 et à Nice en 2001. Ce dernier traité a instauré la « politique européenne de sécurité et de défense » (PESD) au sein de la PESC : l'Union européenne peut désormais organiser des missions militaires ou des opérations de police, se dotant des moyens nécessaires à une certaine politique de stabilisation ou d'interposition dans le monde entier. Ainsi, en décembre 2004, elle a mis en place l'opération militaire Althéa en Bosnie-Herzégovine, relayant l'OTAN, et à la fin de l'année 2008, la mission de police EULEX remplace le dispositif de l'ONU (MINUK). Notons que ce dispositif reste encore dépendant de l'OTAN, le quartier général opérationnel d'Althéa étant par exemple situé à Mons, au *Supreme Headquarters Allied Powers Europe* (SHAPE)¹⁰.

– À la suite des perspectives tracées par le conseil européen de Copenhague en 1993, l'Union européenne a accueilli les pays de l'ex-bloc soviétique : en 2004 la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie, la Pologne, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, la Slovénie, en 2007 la Roumanie et la Bulgarie.

– Le Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-Est (PSESE), mis au point par l'Union européenne le 10 juin 1999 lors de son sommet de Cologne, juste à la fin de la guerre du Kosovo, fut d'abord confié à l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), mais semble de plus en plus « piloté » par l'UE. Il réunit 36 États et de nombreuses organisations internationales, à commencer par l'UE. Sa vocation est avant tout de contribuer au développement économique des États concernés, bien qu'il porte aussi sur la démocratisation et la sécurisation de la région. À l'exception du Kosovo, tous les États issus de l'ex-Yougoslavie en sont membres.

– Le Processus de Stabilisation et d'Association (PSA) poursuit les mêmes objectifs, mais sa spécificité est de préparer à une adhésion à l'UE. L'objectif d'une adhésion des pays de la région, fixé par le Conseil européen de Feira en juin 2000 et a été réaffirmé à plusieurs reprises depuis, en 2003 à Thessalonique et en 2005 à Bruxelles. Tous les États issus de l'ex-Yougoslavie ont signé avec l'UE des Accords de Stabilisation

10. Ronald Hatto 2007 (note 3), p. 60.

et d'Association (ASA). Les dispositions commerciales de l'accord passé avec la Serbie semblent toutefois « gelées » par les Pays-Bas qui réclament l'extradition des criminels de guerre Ratko Mladić et Goran Hadžić¹¹. La Croatie et la Macédoine ont obtenu le statut d'États candidats, respectivement le 17 juin et le 17 décembre 2005. Les autres pays sont des candidats potentiels : l'Albanie, la Bosnie-et-Herzégovine, le Monténégro, la Serbie, voire le Kosovo.

Un échec de l'Europe ? En 1990 le politiste allemand Heinz-Jürgen Axt jugeait improbable ne serait-ce que l'association des pays balkaniques à la CEE¹². L'évolution à moyen terme n'a pas confirmé ces prévisions, qui n'étaient que trop fondées à l'époque. Encore en 2000 Pierre du Bois, historien suisse des relations internationales, estimait que la CEE, puis l'UE avaient surtout révélé leur « paralysie » face à la crise yougoslave¹³. En 1992, à la fin de son livre *L'Europe à l'épreuve des Balkans*, Xavier Gautier, reporter au *Figaro*, cite l'écrivain hongrois György Konrad : « L'Europe est en train d'abandonner toute idée d'intégration, au profit de la désintégration ! »¹⁴ Les années qui ont suivi les guerres conduisent à sérieusement nuancer ces points de vue.

– La première, dès octobre 1991, l'Europe a proposé, par l'intermédiaire de Lord Carrington, une séparation « douce » des États yougoslaves ; c'est à son initiative qu'en mars 1992 José Cutileiro, secrétaire général de l'UEO, a proposé un partage de la Bosnie en trois territoires, une solution proche de la bipartition finale, qui ressemble beaucoup à une « tripartition ».

– L'Europe a fait preuve d'une remarquable solidité dans son périmètre. Alain Minc, avec une certaine exagération, l'a rappelé récemment :

L'Europe est un orchestre compliqué. C'est une machine à réduire les désaccords et à éviter les drames. Sans elle, un affrontement – certes non militaire – gravissime se serait produit entre l'Allemagne de Kohl pro-croate et la France de Mitterrand pro-serbe. Faite de dialogues et de compromis, la machinerie bruxelloise est un antidote aux bêtises.¹⁵

11. Voir *Courrier des Balkans* du 16.9.2008 : <http://balkans.courriers.info/article11183.html> [09-05-2009].

12. Heinz-Jürgen Axt : « Der Balkan : Herausforderung für Europäische Gemeinschaft und Politische Zusammenarbeit », *Südosteuropa*, München, Südostinstitut, n° 39, 1990, p. 458-483.

13. Pierre Du Bois : « L'Union européenne et le naufrage de la Yougoslavie », *Relations internationales*, hiver 2000, n° 104, p. 469-485.

14. Xavier Gautier : *L'Europe à l'épreuve des Balkans*, Paris : Jacques Bertoin, 1992.

15. Alain Minc : « Géorgie : SOS raison ! », *Libération*, 18-8-2008. Notons par ailleurs que la Yougoslavie a été loin d'occuper une place centrale dans les relations franco-allemandes, plutôt cordiales à l'ère Kohl-Mitterrand. Nous renvoyons à Tilo Schabert : *Mitterrand et la réunification allemande. Une histoire secrète (1981-1995)*, traduit de l'allemand par Olivier Mannoni, Paris : Grasset, 2005, 1^{re} éd. 2002.

– Elle s'est montrée capable d'élargir son périmètre en garantissant à la Slovénie et aux anciens pays « satellites » de l'URSS la prospérité et la paix; elle a ouvert ces perspectives aux États issus de l'ex-Yougoslavie.

– Elle a imposé une certaine justice internationale, qui n'est plus une justice de « vainqueurs », même si on peut la juger amendable, voire incomplète.

L'« européanisation » des Balkans, pour reprendre une expression à connotation positive désormais répandue¹⁶, semble en voie de réussir. L'« orchestre compliqué » que représente l'Europe n'est pas une machine à imposer rapidement des solutions violentes. Mais que faut-il penser de ces solutions violentes ? Elles ont toutes échoué. En déclenchant une guerre contre l'Irak, les États-Unis ne sont pas parvenus à vaincre définitivement le terrorisme et encore moins à imposer un tournant démocratique et pacifique aux États du Golfe persique et, plus généralement, au monde musulman. On pourrait multiplier ces exemples à l'envi : aucune politique violente ne crée de solution durable, que ce soit au Proche-Orient, en Corée, en Inde ou au Pakistan. L'Europe, qui se caractérise par la recherche du consensus et d'accords de longue durée, ne produit ni grands chefs charismatiques, ni grands moments d'excitation nationale, et les sociologues Ulrich Beck et Edgar Grande peuvent, non sans raison, appeler de leurs vœux une Europe réellement « cosmopolite », consciente de sa force et de ses différences, et davantage portée par les peuples que l'Union européenne actuelle dont est proposée la définition suivante : « Die EU lässt sich derzeit begreifen als ein dezentrales territorial differenziertes, von Eliten dominiertes transnationales Verhandlungssystem. »¹⁷

Un constat donc nuancé : à l'échec et à l'impuissance partiels de la CEE en Yougoslavie au début des années 1990 on peut opposer la politique d'intégration et d'association menée par l'Union européenne. L'européanisation préserve les pays de l'hystérie nationale et de ses désastreuses conséquences. L'Union européenne serait probablement

16. Voir J.R. Lampe : *Balkans into Southeastern Europe. A Century of War and Transition*. New York, Palgrave Macmillan, 2006, et le compte rendu d'Anne C. Kenneweg, Université de Leipzig.

<http://geschichte-transnational.clio-online.net/rezensionen/id=6478&count=441&recno=13&type=rezbuecher&sort=datum&order=down&segment=16DATER> [09.05.2009]; voir aussi Marie-Jeanne Calic : « Construire la paix dans les Balkans. Européaniser l'« autre Europe » », *Le Monde diplomatique*, juillet 1999, p. 11.

17. Ulrich Beck und Edgar Grande : *Das kosmopolitische Europa*, Frankfurt am Main : Suhrkamp, 2007, p. 85. Nous renvoyons aussi à la notion de « mission [de paix FG] cosmopolite » développée par Ulrich Beck : « Wie wird Demokratie im Zeitalter der Globalisierung möglich ? », in : Ulrich Beck (Hrsg.) : *Politik der Globalisierung*, Frankfurt am Main : Suhrkamp, 1998, p. 7-66 et à la notion plus normative de « politique intérieure mondiale » (*Weltinnenpolitik*) avancée par Jürgen Habermas dans le même ouvrage : *Jenseits des Nationalstaats ?*, p. 67-84.

aujourd'hui encore assez démunie face à un conflit semblable aux guerres de Yougoslavie, mais c'est bien elle qui est en train de créer pour la première fois dans l'histoire de cette région une situation qui rend une nouvelle guerre balkanique improbable. Il y a encore beaucoup de chemin à faire¹⁸ et nul ne peut exclure des soubresauts, voire, pire encore, l'échec d'une Union européenne dont les peuples semblent parfois oublier qu'elle ne pourra survivre sans leur soutien. Face au conflit qui a opposé en août 2008 la Géorgie à la Russie, les États de l'Union européenne ont à nouveau adopté des attitudes différentes, et l'on comprendrait mal qu'il en fût autrement. Pourtant, le 8 septembre 2008 c'est bien le président de l'UE qui est parvenu à obtenir de la Russie et de la Géorgie un compromis mettant un terme à la phase « chaude » du conflit, les États-Unis étant « hors jeu » puisqu'ils sont à plusieurs titres impliqués dans le conflit.

L'Union européenne est « en travail » et maîtrise progressivement son histoire. Elle a certes encore un grand chemin à faire pour aboutir à une politique extérieure et militaire digne de la place qu'elle occupe dès maintenant et qui est sur bien des plans la première. Cette constatation concerne d'autres domaines, l'économie et le social au premier chef. D'ores et déjà, l'Union européenne s'est montrée capable d'imposer « en douceur » ses critères politiques, économiques et sociaux à des États qui ont tout intérêt à la rejoindre et qui abjurent sur les plans juridique et politique leurs égarements nationalistes, peut-être avant de les abjurer tout à fait sur celui des mentalités. Cette pacification « sans retour », qui semble avoir réussi dans l'Ouest du continent, est en cours dans les Balkans : n'est-ce pas là une réussite sans précédent ?

18. Pour l'acquis de la politique balkanique de l'UE et les perspectives qu'elle ouvre, voir en particulier Georges Prévelakis : « Un espace européen », *Questions internationales* 23 (note 1) et Nadège Ragaru : « Le défi d'un nouvel élargissement de l'Union européenne », *ibid.*, p. 32-39.